

Juliusz Bardach

CONTROVERSES AUTOUR D'UNE SYNTHÈSE D'HISTOIRE NATIONALE*

Vers la fin de 1975 a paru aux Editions Scientifiques Polonaises (Państwowe Wydawnictwo Naukowe) une *Histoire de Pologne*. Ce livre volumineux comprend l'ensemble du passé de la Pologne et constitue le fruit d'une collaboration de plusieurs historiens, tous domiciliés à Poznań. L'ouvrage fut classé d'emblée comme le best-seller de l'année. En même temps il est devenu l'objet d'une discussion animée. Ce débat — le plus vif peut-être dans la science historique polonaise depuis des décennies — revêt des formes très diverses depuis de longs articles qui s'efforcent de juger l'ensemble¹ ou une partie de l'*Histoire de Pologne* en question² jusqu'à des discussions organisées par l'hebdomadaire « Literatura »³ ou la revue mensuelle du Parti Ouvrier Polonais

* *Dzieje Polski* — auteurs : Jan Żak, Benon Miśkiewicz, Antoni Gąsiorowski, Jerzy Topolski, Jan Wąsicki, Lech Trzeciakowski, Antoni Czubiński — sous la rédaction de J. Topolski, Warszawa 1975, 919 pages.

¹ A. Kersten, *Dobry przepis na historię* [Une bonne recette pour l'histoire], « Polityka », n° 6, du 7 février 1976 ; J. Bardach, *Kształty dziejów Polski* [Conceptions du passé de la Pologne], « Kultura », n° 12 du 21 mars 1976.

² *Dzieje Polski* : J. Jedlicki, *O roli jednostki w pisaniu historii* [Sur le rôle de l'individu dans l'historiographie] ; J. Dowiat, *Starożytność i średniowiecze* [Antiquité et Moyen Âge] ; B. Geremek, *W stronę Polski Jagiellońskiej* [Du côté de la Pologne des Jagellons] ; Z. Wójcik, *Wiek XVI - XVIII* [Les XVI^e - XVIII^e siècles], « Tygodnik Powszechny », n° 19, du 9 mai 1976.

³ *Historia Polski i Polaków* [Histoire de la Pologne et des Polonais] (débat avec la participation de — par ordre d'interventions — J. J. Terej, J. Topolski, A. Wyczański, H. Samsonowicz, S. Kieniewicz,

Unifié « Nowe Drogi »⁴, et auxquelles prennent part des spécialistes de diverses époques historiques et aussi bien nos historiens chevronnés que les jeunes chercheurs. Le public suit ce débat avec intérêt et les intéressés, tels que les membres et sympathisants de la Société Polonaise d'Histoire, viennent en nombre accru aux discussions. Rien que les faits que nous venons de citer témoignent de l'importance de l'événement.

Un pareil intérêt porté à l'histoire confirme en premier lieu que l'*Histoire de Pologne* est venue à point pour satisfaire ce qu'il est convenu d'appeler « une demande sociale ». Cette demande est d'autant plus vive qu'elle n'avait pas été satisfaite complètement jusqu'à présent. L'élévation générale du niveau de la culture, la formation d'une couche nombreuse de la nouvelle intelligentsia n'a pas été suivie d'un développement parallèle de l'édition pouvant fournir suffisamment de livres qui éveillent l'intérêt général. Or, l'ouvrage en question appartient précisément à cette dernière catégorie d'autant plus qu'on le présente aux lecteurs comme une oeuvre générale, basé sur les résultats des dernières recherches scientifiques et accessible en même temps pour des gens de culture moyenne. C'est la raison du succès de ce livre et de l'intérêt accru avec lequel on attend la parution d'autres essais de synthèse de l'histoire nationale actuellement en préparation par des maisons d'édition telles que Państwowy Instytut Wydawniczy de Varsovie ou Wydawnictwo Literackie à Cracovie.

Il nous faut tout d'abord faire compliment à l'éditeur de la présentation du livre, qui comporte entre autres nombre d'illustrations, des sous-titres dans les marges bien en vue et des cartes exécutées avec un soin particulier. A cette forme élégante correspond un contenu ambitieux puisque J. Topolski et les éditeurs présentent au public leur ouvrage comme une synthèse — la première depuis de longues années — de notre passé national. La plupart de ceux qui ont participé aux débats consacrés à cette nouvelle *Histoire de Pologne* l'ont, d'ailleurs, reconnu comme une vérité évidente. Il y eut, cependant, des historiens qui se demandaient si ce nouveau livre méritait bien le qualificatif de synthèse. C'est ainsi que Jerzy Jedlicki écrivit dans l'hebdomadaire catholique « Tygodnik Powszechny » qu'« une synthèse de présentation graphique ne crée pas du même coup une synthèse intellectuelle et littéraire ». On voudrait donc savoir ce qu'il en est vraiment.

J. Tazbir, J. Tomaszewski, S. Kalabiński, H. Zieliński, E. Duraczyński, J. Bardach, E. Frącki, A. Czubiński), « Literatura », n^{os} 12 et 13 du 18 et 25 mars 1976.

⁴ Débats sur l'*Histoire de Pologne* (avec la participation de — par ordre d'interventions — S. Wroński, M. Wojciechowski, J. Topolski, N. Michta, C. Madajczyk, E. Jadziak, A. Werblan, J. W. Gołębiowski, J. Maciszewski, J. Tazbir, S. Puchała, A. Czubiński et L. Trzeciakowski), « Nowe Drogi », n^o 6 — juin 1976, pp. 184 à 221.

Dans son introduction, J. Topolski souligne le caractère synthétique de l'oeuvre dont il était l'animateur et l'organisateur. Il attire notre attention sur ce qu'il appelle « l'axe de la synthèse », auquel il attache une importance capitale. Cet « axe de synthèse » apparaît sous la forme de trois conceptions primordiales dont l'agencement d'ensemble doit assurer à l'ouvrage son caractère d'une histoire intégrale. Ce triptyque présenté par J. Topolski est : la Société, l'Etat, la Nation. Rappelons ici que cette conception d'un « axe historique » également sous une forme de triptyque n'est pas étrangère à la science historique. C'est bien les « Annales » qui, au lendemain de la guerre, ont adopté comme sous-titre : « Economies — Sociétés — Civilisations ». Il y manque l'Etat, dont le rôle ne saurait être sous-estimé dans l'histoire des Polonais, si éprouvés justement par le manque d'un Etat indépendant et de ses institutions et organes au cours du XIX^e siècle, fait décisif pour la formation des économies et des sociétés nationales.

Etant donné l'importance du triptyque évoqué par J. Topolski, on devrait se demander si vraiment ces trois concepts permettent d'établir l'« axe de synthèse » dont il a été question. Personnellement je n'en suis pas certain. En effet, ils ne semblent pas correspondre à l'exigence de la dissociation des conceptions. Société et nation procédant de la même réalité sociale se recouvrent partiellement l'une et l'autre. Il manque, par contre, à l'« axe de synthèse » proposé une base économique en même temps qu'une zone importante, celle de la culture. Il semblerait donc que pour fixer un « axe de synthèse » on doive faire appel à un quatuor qui comprendrait : l'économie, la société, l'Etat, la culture. On pourrait accuser cette combinaison d'une lacune, celle du concept de la nation. Cependant, dans l'histoire moderne et contemporaine, la nation se situe à peu près complètement dans les concepts désignés plus haut et en forme également le fond principal. Il suffit d'énumérer ici des idées clés telles que l'économie nationale, l'Etat (national ou plurinational), la culture nationale. Pour les premiers temps de l'histoire, que nous connaissons surtout grâce aux sources archéologiques, on ne trouve pas — il est vrai — d'organisation politique suffisamment développée sous forme d'un « Etat », mais les autres conditions préalables demeurent. Au contraire, pour la période protohistorique l'« axe de synthèse » proposé par Topolski comprendrait seulement la « Société », alors que lui manquent les deux autres chaînons du triptyque en question l'« Etat » et la « Nation ».

Remarquons également que tous les chapitres de l'ouvrage ne sont nullement axés sur l'« axe de synthèse » annoncé dans l'introduction. Ainsi, par exemple, la Pologne médiévale y est traitée d'après des critères qui prennent surtout en considération la formation et le développement de l'Etat. On le constate aussi bien dans les titres des chapitres (« Le morcellement féodal », « La monarchie des états ») que dans la concentration de l'exposé autour des problèmes de l'Etat, de ses organes et de ses activités.

Par contre, la partie qui traite de l'histoire moderne de la Pologne (1501 - 1795) a été construite autour d'un axe culturel soutenu par une présentation détaillée du rôle joué par les couches dirigeantes de la nation. Nous trouvons ici : chapitre I — « La Pologne au temps de la Renaissance et de la domination de la noblesse », chapitre II — « La Pologne du Baroque et du développement de l'oligarchie aristocratique », chapitre III — « La Pologne du Siècle des Lumières ».

Au cours de la période comprise entre le troisième partage et le Congrès de Vienne (1795 - 1815), c'est l'axe Etat—Société qui constitue l'idée dominante. Ainsi, les deux premiers chapitres ont pour objet les rapports entre les puissances partageantes et la société polonaise. Remarquons qu'il ne s'agit pas de la « Nation polonaise ». Quant au troisième chapitre, il est consacré tout entier au Grand Duché de Varsovie (1807 - 1813), imaginé par Napoléon, et dans lequel les Polonais voyaient l'annonce d'une prompte résurrection de la Pologne comme Etat indépendant.

Dans la partie consacrée aux territoires polonais sous la domination des puissances partageantes (1815 - 1918), c'est bien la nation polonaise qui est le sujet d'une étude embrassant le déclin d'un féodalisme économique attardé, des luttes pour sa libération et son indépendance, ainsi que l'économie capitaliste libérale et les premiers aspects de l'impérialisme. En ce qui concerne l'entre-deux-guerres, son auteur a dédié une attention particulière à la vie politique de la Pologne, dans le cadre d'un Etat souverain et indépendant, en subordonnant à cette problématique les problèmes économiques et culturels.

Comme on le voit, les auteurs des différentes parties de l'*Histoire de Pologne* ont eu à sélectionner la matière historique et à la grouper autour des problématiques diverses. Pour parvenir au but escompté, ils ont adopté des critères très différents et qui dépassent largement l'« axe de synthèse ». Il suffit de rappeler ici le critère culturel admis par le rédacteur en chef dans sa propre partie. La réalité historique a fait éclater le cadre trop étroit de l'axe initial. Henryk Samsonowicz l'a déjà signalé en prétendant que « les brisures de l'axe de synthèse conduisent à des confusions, des inconséquences et des atteintes à la clarté du texte ». Je tiens à souligner ici qu'à mon avis l'exposition au premier plan pour les diverses périodes du processus historique des facteurs différents est tout à fait justifiable. Il y aura d'autres forces motrices de même qu'une autre hiérarchie de leur valeur pour un peuple vivant d'une vie indépendante et organisée que pour une nation en lutte — telle les Polonais dès la fin du XVIII^e siècle — pour la reconquête de sa souveraineté politique dont elle a été dépossédée par la force des agresseurs. Il est donc patent que pour la période des partages et du XIX^e siècle la hiérarchie adoptée peut aisément se justifier. Par contre, les divergences des critères adoptés pour l'étude de la Pologne de l'Ancien Régime, ne trouvent pas, à mon avis, de justi-

fication suffisamment pertinente. Le lecteur se trouve devant deux essais de valeur, l'un concernant le Moyen Age, l'autre les Temps modernes, chacun étant basé sur des principes d'estimation et de la hiérarchie des critères différents. Ce qui les unit, c'est la manière de traiter les divers problèmes d'une façon synthétique. Malheureusement cette façon de concevoir le passé faiblit à mesure que le récit s'avance vers l'époque contemporaine. Il en est de même dans d'autres domaines tels que la clarté du texte, la sélection des faits, les explications des événements. La différence est, d'ailleurs, tellement visible, qu'elle ne peut manquer de frapper les lecteurs.

Pour une oeuvre qui affirme ses ambitions d'opérer une synthèse historique, il est capital de savoir choisir avec soin les faits les plus importants. Cette sélection doit également se faire suivant les critères adoptés. Or, rien de plus difficile qu'une opération pareille ou rien n'est simple. Il faut se rendre compte que le seul choix des faits est déjà une opération à caractère subjectif et infère d'avance sur les conclusions qu'on en tirera. A plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'ouvrages comme celui dont nous parlons, les auteurs, contraints par le manque de place, sont tentés de laisser plutôt de côté des faits qui ne cadrent pas avec les généralisations adoptées au lieu de s'efforcer de justifier les raisons pour lesquelles tel événement ou phénomène, qui ne répond pas à la thèse générale, mérite cependant d'être évoqué et expliqué. Des explications pareilles ne seraient pas, d'ailleurs, toujours nécessaires ni même possibles, attendu qu'en histoire — comme dans les autres sciences sociales — des régularités se présentent habituellement sous forme d'une tendance dominante, à côté de laquelle on trouve également des phénomènes différents et parfois opposés. Il arrive cependant que l'importance de ces derniers soit telle qu'on est en droit d'exiger une interprétation, et, plus particulièrement, une explication de son rapport avec la tendance générale. J. Topolski souligne, d'ailleurs, qu'il s'est posé pour but de passer du « récit événementiel ou factographique » vers le récit dit « explicatif ».

On peut se demander comment ont résolu les questions susdites les auteurs de l'*Histoire de Pologne*. A. Gaşiorowski nous explique pourquoi, en dépit d'une tendance accentuée de centralisation au temps de Casimir le Grand (1333 - 1370), le testament du roi attribuait certains territoires à Każko, duc de Słupsk (en Poméranie Occidentale), alors que la couronne et la plus grosse part du Royaume de Pologne allaient à son neveu, Louis d'Anjou, roi de Hongrie. D'après Gaşiorowski, Casimir voulait ainsi établir des liens étroits et durables entre la Poméranie et la Pologne et, d'autre part, frayer la voie vers le trône de Cracovie à Każko, puisque Louis d'Anjou n'avait pas d'héritier mâle (p. 188).

Dans les chapitres consacrés aux XIX^e et XX^e siècles, certains événements importants — on l'a suffisamment souligné lors des débats — sont uniquement présentés par leur côté événementiel, sans que soit

tenté un essai quelconque d'explication de leur origine ou de leur signification. Il arrive également que le lecteur apprend, par exemple, que Staline ne put rencontrer Sikorski à Moscou une seconde fois, en décembre 1941, « bien que le climat des entretiens ait été bon », parce que le Premier ministre polonais « était souffrant d'une grippe » (p. 791). Si l'on prend en considération que l'auteur prétend que l'événement qui suivit ces entretiens Staline—Sikorski fut l'évacuation des unités polonaises en pleine guerre vers l'Iran, on ne saurait dire que l'explication donnée soit pleinement satisfaisante.

Pour des ouvrages de synthèse, ce qui importe le plus c'est bien la conception générale qui permet de relier les événements entre eux. Dans la partie consacrée au Moyen Age, la conception dynamique qui groupe la matière historique sur des bases chronologiques est d'ordre génétique. Par contre, pour la partie dédiée à l'histoire moderne de la Pologne (1501 - 1795) domine l'approche structurelle, donc une façon plus statique de présenter les choses. Au cours des discussions, J. Topolski — auteur de cette partie, s'est prononcé pour l'adoption de modèles génétiques, ce qui semble être proche des modèles dynamiques de Fernand Braudel. Ces modèles sont censés cumuler les qualités des deux conceptions. La formule est heureuse, mais on ne saurait négliger la résistance de la matière. Cette matière est certes plus malléable lorsqu'on la présente dans son élément naturel, celui qui organise la description du passé. Cet élément est le temps — ce qui fut souligné par H. Samsonowicz et J. Jedlicki. Cependant, on peut la présenter également en sections dans lesquelles, en coupant les liens chronologiques, il est possible d'agencer la matière pour ainsi dire horizontalement en exploitant les liens et rapports existant entre des phénomènes simultanés. Malheureusement ces deux conceptions ne sont que rarement capables d'être utilisées ensemble, étant donné leur opposition foncière, issue de leur définition même. Tout en reconnaissant les qualités de la conception du modèle dans la recherche de l'histoire économique, sociale et culturelle, je donne cependant la primauté à la conception génétique partout où l'histoire politique occupe une place prépondérante, car c'est cette dernière méthode qui nous fait concevoir le processus historique dans son conditionnement et ses finalités chronologiques.

Au cours des débats, on a souligné plus d'une fois la violation du principe chronologique et la division mécanique de la matière historique, ce qui conduit à la rupture de l'unité organique des phénomènes étudiés et semble être contraire au concept de l'intégration. Ce schématisme est la conséquence de la conception générale de l'ouvrage et apparaît un peu partout. C'est ainsi que, dans la partie qui couvre les années 1795 - 1815, un des chapitres traite de l'attitude des puissances partageantes envers la société polonaise, alors qu'un autre décrit l'attitude des Polonais envers les occupants. Indépendamment du fait que nous avons ici affaire à une interdépendance du type classique, ces deux

questions ont été dissociées. Dans la partie qui comprend la période 1815 - 1918, l'agencement du récit fait isoler certains faisceaux de problèmes, ce qui obscurcit le texte et provoque des inévitables redites. Stefan Kieniewicz en a donné toute une série d'exemples en montrant comment une pareille méthode s'avère inopérante dans la présentation de l'histoire et par conséquent dans sa perception par le lecteur.

« Tout d'abord — dit-il — on nous a présenté l'attitude des puissances européennes à l'égard de nos insurrections nationales [de 1830 - 1831 et de 1863 - 1864 — remarque de l'auteur], ensuite les auteurs ont repris le thème des répressions qui ont suivi ces insurrections, puis ce fut le tour de la politique du marquis Wielopolski tendant à une entente avec la Russie (1861 - 1862) et ce n'est qu'ensuite [...] qu'on décrit en détail l'insurrection de 1830 - 1831. Il y a plus grave : ce n'est qu'après le récit de la malheureuse insurrection de 1863 - 1864 et de tout ce qui s'ensuivit, récit qui est lui-même précédé d'un tableau du Printemps des Peuples [1848], on nous présente la rébellion des paysans en Galicie occidentale de 1846, absolument détachée dans le contexte de l'insurrection de Cracovie de la même année alors que les deux événements avaient un lien suffisamment visible [...] »

« Dans la partie qui traite de l'économie entre 1815 et 1864, on nous parle d'abord de l'agriculture et ensuite seulement de l'industrie. De cette façon, la réforme agraire qui date de 1864, précède le tableau de la politique du ministre Lubecki entre 1820 et 1830, qui intéressait pourtant également les paysans. Par là même, la tentative de présenter par problématique la période 1815 - 1864 apparaît comme chaotique. Le lecteur est obligé de son propre chef de reprendre la chronologie vérifiable des causes et des effets ».

Ce genre de schéma, qui détruit l'unité historique des événements et leur interdépendance intérieure, ce qui a eu, entre autres, pour effet d'isoler des phénomènes politiques ou sociaux de leur fond économique, se rencontre aussi, à un moindre degré, dans d'autres parties de l'*Histoire de Pologne* et constitue la trame des observations qui se répètent le plus souvent dans les débats à propos de l'ouvrage mentionné. Henryk Zieliński l'a rappelé à propos de la grande crise économique de 1929 coupée des événements politiques de l'époque.

On s'est également beaucoup occupé au cours des discussions de la périodisation de l'histoire de la Pologne. La question n'est guère nouvelle et le problème apparaît chaque fois qu'il s'agit d'une oeuvre tendant à donner une image généralisée du passé. Il réapparaît parce que justement le schéma de la périodisation constitue la plus brève formule d'une synthèse. Mais ce n'est point la seule raison. La périodisation touche aux questions ontologiques. L'éminent philosophe qu'est Władysław Tarkiewicz a posé la question pertinente, à savoir : est-ce que la périodisation constitue un reflet de la réalité ou bien seulement elle n'est qu'une convention qui facilite la perception des processus à long terme

comme l'affirme le dicton latin *omnis divisio magis artis est quam naturae*?⁵ En s'efforçant d'y répondre, Tatarkiewicz arrive à cette conclusion : « Une périodisation adéquate n'est jamais facultative, étant donné que si elle n'est pas d'avance désignée par les faits, elle l'est par l'utilité de telle ou telle division du point de vue de la conception générale de l'auteur »⁶. Janusz Tazbir, intervenant dans la discussion, n'a pas manqué de souligner le caractère objectif des dates qui séparent les époques ou les périodes. Il a évoqué Byron qui affirmait notamment « que les dates sont des postes de relais où le temps change de chevaux », alors que Zbigniew Wójcik a mis en doute la pertinence du choix de ces relais, à l'exception de 1795, date du troisième partage et de la disparition de la Pologne de la carte de l'Europe.

Dans la périodisation appliquée le plus souvent par l'historiographie marxiste, les auteurs font glisser la date *a quo* (c'est-à-dire marquant le début d'une période) vers les années au cours desquelles il est loisible d'observer déjà des embryons de phénomènes nouveaux marquant la période à venir ou même toute une époque nouvelle⁷. Ainsi, l'époque féodale est annoncée dès le VIII^e siècle alors que la féodalité n'a pu s'implanter en Pologne qu'au XI^e et XII^e siècles seulement. Soulignons que la Pologne médiévale commence dans cette nouvelle *Histoire de Pologne* déjà au VI^e siècle, ce qui met notre histoire nationale sur le même plan, ou presque, de la périodisation pratiquée couramment dans l'histoire universelle.

En accord avec la conception clé dont on vient de parler, les débuts du Siècle des Lumières ont été datés de 1733 et englobent donc en entier le règne d'Auguste III de la dynastie saxonne des Wettin, alors que jusqu'à présent on considérait précisément cette période comme le fond même du déclin. Andrzej Wyczański a qualifié cette opération de « perspective optimiste ». Cette attitude des auteurs a soulevé d'une part les critiques accusant de faire commencer le Siècle des Lumières en Pologne beaucoup trop tôt et sans en donner des raisons suffisantes. D'autre part, on a cependant loué l'historien assez courageux pour dater le Siècle des Lumières des premiers indices de son avènement. Rappelons, en passant, qu'une attitude pareille est proche de celle qu'avait adopté Stanisław Arnold après la guerre. Ce savant a, en effet, dans sa première tentative de périodisation de l'histoire polonaise basée sur le matérialisme historique, déplacé les débuts du Siècle des Lumières vers 1740 sans écarter la possibilité d'adopter une date encore plus avancée

⁵ W. Tatarkiewicz, *Dwa zadania periodyzacji* [Deux tâches de la périodisation], in : *Droga do filozofii i inne rozprawy filozoficzne*, Warszawa 1971, pp. 87 - 92.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Cf. J. Bardach, *O periodyzacji dziejów w ujęciu historiografii radzieckiej* [A propos de la périodisation de l'histoire d'après l'historiographie soviétique], « Przegląd Historyczny », vol. XL, 1950 (1949), pp. 28 et sqq.

*a quo*⁸. Il justifiait cette position par le fait de la création à l'époque de manufactures ainsi que par les activités de Stanisław Konarski, fondateur du *Collegium Nobilium*, qui fut une première initiative heureuse sur le chemin de la réforme de l'enseignement. Il soulignait également que Konarski était aussi l'auteur d'un traité politique préconisant une réforme de la Diète allant de pair avec l'abolition du *liberum veto* et du principe de l'unanimité des voix⁹.

Une tendance semblable — quoique moins marquée peut-être — apparaît lorsqu'on choisit l'année 1618 comme début de l'époque baroque et d'une prédominance de l'oligarchie des magnats. Jusqu'à présent, on adoptait plus volontiers 1648, date de l'insurrection des Cosaques et paysans de l'Ukraine sous le commandement de Bohdan Chmielnicki, terrible jacquerie, qui a marqué le début d'une longue crise dans l'histoire de la Pologne de l'Ancien Régime. Mais certains historiens, loin d'exprimer leur satisfaction de cet ajustement, estiment qu'il faut faire remonter la date *a quo* encore plus loin, au moins jusqu'au moment de la révolte de Zebrzydowski (1606 - 1607), qui marque le déclin d'un mouvement nobiliaire inspiré en partie par la Réforme.

Par contre, le critère, disons « embryonnaire », semble être abandonné lorsqu'on termine la période de la monarchie des états en 1501. Or, personnellement, je ne vois pas de justification suffisamment valable pour adopter cette date. Si l'on voulait faire débiter une période au moment où l'on perçoit déjà certaines tendances nouvelles, il semblerait plus plausible de choisir comme date limite l'année 1454. C'est en effet l'année au cours de laquelle le roi, dans les statuts signés à Nieiszawa, s'engagea à ne pas promulguer de lois nouvelles et à ne pas convoquer l'arrière-ban de la noblesse, sans l'accord des diétines territoriales. Et inversement, si l'on veut faire débiter une période nouvelle du moment où les tendances nouvelles prennent l'avantage, on devrait prendre comme date limite *a quo* l'année 1505. En effet, c'est alors que la Diète de Radom votait la constitution dite *Nihil Novi*, qui stipulait que le souverain n'avait pas le droit d'instituer ou de promulguer quoi que ce fût de nouveau sans l'accord préalable du sénat et des députés représentant la noblesse terrienne. C'était la consécration de la Chambre des Députés du Parlement nobiliaire polonais, qui devint durant le XVI^e siècle l'organisme central du pouvoir. A cette époque le souverain lui-même constituait un élément de la Diète au cours de la session (qui comprenait, comme on s'en souvient, le Roi, le Sénat et la Chambre des Députés). Les deux dates citées ont donc bien plus d'importance que l'avènement sur le trône de Pologne du roi Alexandre et le privi-

⁸ S. Arnold, *Niektóre problemy periodyzacji dziejów Polski* [Certains problèmes concernant la périodisation de l'histoire de la Pologne], in : *Pierwsza Konferencja Metodologiczna historyków polskich*, vol. I, Warszawa 1953, p. 181.

⁹ *Ibidem*, pp. 179 - 180.

lège accordé par lui à Mielnik au sénat constitué d'habitude de représentants des grandes familles du Royaume. Ce privilège — comme le remarque, d'ailleurs, l'auteur lui-même — resta lettre morte, car il ne répondait plus à l'état de choses et aux forces en présence dans le sein de la classe dirigeante (p. 278).

Le problème de la périodisation est lié à l'importance attribuée aux différentes périodes pour l'ensemble du processus historique. L'évaluation de cette importance a trouvé son expression dans le nombre de pages consacrées à chacune de ces périodes. Pour ce qui est de l'histoire contemporaine, on a souvent évoqué cette question dans les débats qui ont eu lieu au siège de la rédaction de « Nowe Drogi ». Marian Wojciechowski, en ouvrant les débats, avait attiré l'attention des auditeurs sur le fait que la période de l'entre-deux-guerres avait été traitée plus amplement que les autres. Il a d'ailleurs considéré cette attitude comme parfaitement justifiée, car elle est d'accord avec le principe, que les Temps modernes et l'époque la plus rapprochée de notre génération méritent une présentation d'autant plus détaillée. Il a cependant souligné que ce principe n'a pas toujours été suivi par les auteurs, vu que si les deux décennies de l'entre-deux-guerres occupent 19,2 % du texte général, les trente années écoulées après la Seconde Guerre mondiale n'en totalisent que 6,4 %. C'est cette disproportion qui a divisé les participants aux débats : les uns trouvaient que les années 1918 - 1939 ont été traitées non seulement trop longuement, mais également d'une façon par trop descriptive. Ils suggéraient donc que les prochaines éditions de l'*Histoire de Pologne* traitent cette même période d'une façon plus synthétique. D'autres voix demandaient un développement plus ample de la partie dédiée à l'histoire de la Pologne populaire. Remarquons aussi que le spécialiste de l'histoire militaire, Emil Jadziak, a trouvé que l'ensemble des textes consacrés à la Seconde Guerre mondiale, à l'occupation et à la Résistance (5,3 %) est nettement insuffisant, si l'on considère l'importance des années 1939 - 1945 pour l'histoire nationale.

Une périodisation plus détaillée dans le cadre d'une seule et même période a également éveillé l'intérêt des participants aux débats, surtout en ce qui concerne les temps récents.

Quant à la périodisation de l'histoire de la Pologne populaire, Jarema Maciszewski a loué la façon de procéder de l'auteur, qui n'a pas fait coïncider le début ou la fin de certaines périodes avec des événements politiques « d'un type caractérisé », c'est-à-dire ceux des années 1948, 1956, 1970, mais qui a basé la périodisation de cette époque sur les différentes étapes du développement socio-économique. D'autre part, Andrzej Werblan a exposé l'importance capitale des dates citées en demandant aux historiens d'approfondir la recherche des causes de revirements politiques. Il a donné lui-même, à ce propos, l'essai d'une analyse des phénomènes qui avaient déterminé le tournant des années 1948 et 1949. Stanisław Wroński, rédacteur en chef de « Nowe Drogi »

a postulé l'achèvement de la nouvelle *Histoire de Pologne* dès 1947, tout en exprimant le désir de voir paraître un ouvrage spécial dédié aux années suivantes et capable d'être facilement complété et corrigé. Il a reconnu ainsi implicitement que la recherche scientifique exige un certain recul de la part des historiens et la possibilité d'accès aux sources. Il apparaît que la recherche historique devrait s'occuper en premier lieu des questions et des problèmes déjà réglés — tels que la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie, l'établissement de nouveau système du pouvoir. Par contre, les phénomènes et processus en cours exigent une approche différente et une présentation — par la force des choses — d'une manière surtout descriptive. Signalons à ce propos que Antoni Czubiński, auteur de la partie de l'ouvrage consacrée aux trois dernières décennies, a lui-même souligné le caractère provisoire des jugements portés, qui n'ont pas été, pour la plupart, basés sur des monographies ou des ouvrages antérieurs plus détaillés. Cette pensée est également exprimée par le titre même de la partie en question : *Étapes et directions principales du développement de la Pologne populaire*. C'est dire que la problématique de cette période, intéressant non seulement les milieux des historiens, est un sujet tout désigné pour des débats et polémiques futurs.

Parmi les différentes parties de cet ouvrage collectif, il faut considérer à part celle qui est consacrée à la préhistoire, c'est-à-dire à la période qui suit les premières traces de la présence des hommes sur les territoires qui forment aujourd'hui la Pologne. L'auteur, Jan Zak, s'est servi de sources archéologiques qui sont des éléments bien concrets, mais sérieusement limités lorsqu'il s'agit de reconstruire à leur aide les questions d'ordre ethnique, politique ou social. Dès lors la reconstruction de l'ensemble exige de l'auteur une imagination créative. Cela peut le conduire aisément à des jugements trop extensifs et à des interprétations pas toujours suffisamment justifiées. Jerzy Dowiat a attiré l'attention sur le fait que l'auteur de cette partie formule ses propres hypothèses d'une façon qui pourrait suggérer que nous sommes en présence de faits dûment établis. C'est le cas, par exemple, lorsqu'il présente la mythologie des territoires polonais au temps de l'Antiquité ou encore quand il s'efforce de donner la composition ethnique des populations habitant sur ces territoires au commencement de notre ère, en précisant qu'il y avait alors 90 % de Slaves, 7 % de Germains et 3 % de Celtes. Pour le haut Moyen Âge, le même auteur manifeste par contre une prudence de bon aloi. Une des qualités qui m'ont frappé chez J. Zak est la mise en lumière des migrations des peuples, si typiques dans l'Europe d'alors et qu'il a su habilement rattacher à cette période de l'histoire de notre pays. Il a également souligné le rôle des échanges à longue distance, qui a certainement été un élément important du développement des forces productrices de la société préhistorique.

La plus dense et la plus logique semble être la partie II consacrée au Moyen Age et qui est basée sur les recherches des médiévistes polonais contemporains. Ici la critique a mis en doute la justesse du choix du titre du chapitre II écrit par Benon Miśkiewicz : « La Pologne à l'époque féodale (du IX^e siècle jusqu'à 1138) ». En effet, la science polonaise contemporaine ne limite pas le féodalisme à la seule définition d'une période seulement — celle pendant laquelle se sont précisément forgés les rapports déterminant les grandes lignes de la féodalité. Les chapitres III et IV, dus à Antoni Gąsiorowski, ont été presque unanimement considérés comme les plus synthétiques. On a surtout attiré l'attention sur la clarté de l'agencement du récit et sur une systématisme lumineuse dans la mise en valeur de la dynamique des processus sociaux. Parmi les critiques formulées, Bronisław Gieremek a désigné des faiblesses dans l'image de la conscience sociale et nationale ainsi que la présentation insuffisante de la culture religieuse si importante à l'époque. Quant à Henryk Samsonowicz, il n'a pas été d'accord avec l'optimisme de l'auteur, qui a présenté le XV^e siècle polonais comme l'apogée d'un développement social, économique et même partiellement politique.

La troisième partie de l'ouvrage, écrite par J. Topolski et dédiée à l'histoire des XVI^e - XVIII^e siècles témoigne des progrès considérables de la recherche scientifique réalisée dans ce secteur par nos savants au cours des dernières décennies. Elle témoigne également d'un emploi pertinent de nouvelles méthodes de recherche concernant principalement l'histoire économique et sociale. Le mérite en revient, en grande partie, à l'auteur lui-même, qui s'est avéré depuis longtemps un propagateur infatigable des méthodes modernes dans la science historique. Z. Wójcik l'a pleinement reconnu en soulignant la compétence de J. Topolski, dans sa spécialité, qui lui a permis de brosser l'image de la Pologne du XVI^e et du XVII^e siècle sur un fond de toile européen. Quant aux passages consacrés à la culture de la Pologne de cette époque, le même historien loue « le tableau de la mentalité d'alors [...] sans lequel une histoire moderne de la culture n'est point possible ». En même temps, Z. Wójcik remarque que l'auteur, en traitant de la tolérance religieuse en Pologne « ne s'est pas aperçu d'une de ses sources principales — une coexistence concordante, longue de près de deux siècles déjà de deux confessions religieuses : catholique et orthodoxe — dans le cadre de la fédération polono-lituanienne et sous le sceptre d'un seul et même souverain ».

En ce qui concerne justement le problème de l'union avec la Lituanie, j'aurai certaines réserves à formuler quant à la justesse du jugement suivant : « L'union réelle de la Pologne avec la Lituanie (qui ne mérite pas le nom de fédération, car cette union était quelque chose de plus qu'une simple fédération de deux Etats liés par un pouvoir suprême commun) [...] a fait de la Pologne un Etat plurinational » (p. 261), et plus loin : « Après l'Union de Lublin (1569), la structure ethnique de

l'Etat a changé du tout au tout, alors qu'il avait été jusqu'ici homogène à ce point de vue » (p. 262). Il est bon de faire remarquer que le terme de « fédération » ne signifie nullement une union assez lâche de deux ou plusieurs Etats. Il suffit à ce propos de citer les Etats-Unis d'Amérique, la Confédération Helvétique (Suisse), la République Fédérale d'Allemagne, etc., qui possèdent des institutions communes (parlement, gouvernement, Haute Cour, etc.), à côté d'organes particuliers. Une fédération souligne avant tout l'égalité des partenaires qui en font partie. C'est pourquoi le mot de « fédération », pour désigner l'union politique de la Lituanie et du Royaume de Pologne après 1569, reste parfaitement adapté à la réalité d'alors. En effet, à côté d'un souverain commun et d'une Diète commune, le Grand-Duché de Lituanie avait conservé son propre gouvernement, sa propre armée et son propre système juridique, ce qui — comme l'affirmait déjà Michał Bobrzyński il y a un siècle — « définissait la particularité politique de la Lituanie »¹⁰. Le plus surprenant est que quand la Diète de Quatre Ans a, en 1791, procédé à l'unification de deux Etats, J. Topolski l'a décrit d'une façon qui suit : « En conservant le caractère fédératif (polono-lituanien) de l'Etat, on a procédé à l'abrogation du dualisme des institutions, des finances et de l'armée » (p. 387). Voilà un imbroglio à résoudre !

Il est également difficile d'affirmer qu'avant l'Union de Lublin, la Pologne ait été homogène du point de vue ethnique. N'oublions pas que dès le XIV^e siècle la Pologne avait annexée la Ruthénie de Halicz et une partie de la Podolie. La population ruthène de ces territoires possédait une propre organisation ecclésiastique avec un métropolite à sa tête. Les Ruthènes constituaient de 20 à 25 % de la population totale du Royaume de Pologne avant l'Union de Lublin.

La quatrième partie de l'ouvrage dont nous nous occupons, contient pas mal de matière nouvelle introduite dans la science historique par son auteur, Jan Wąsicki. Elle est dédiée aux territoires polonais occupés par les puissances partageantes depuis le troisième partage jusqu'au Congrès de Vienne (1795 - 1815). Les débats n'ont pas visé plus particulièrement cette partie et se sont surtout concentrés sur la partie V (1815-1918) écrite par Lech Trzeciakowski ainsi que sur les parties VI, VII et VIII, c'est-à-dire sur les années 1918 - 1975, traitées par A. Czubiński. Nous avons déjà évoqué les défauts de la construction des textes de ces parties. Les participants aux débats ont souligné également des erreurs, des lacunes et des faits passés sous silence. Les critiques concernaient aussi le style des auteurs qualifié parfois de « télégraphique » : en annonçant une information ou un problème, l'auteur a omis de fournir le minimum de renseignements exigés. Parfois, on cherche en vain l'idée générale autour de laquelle devraient se

¹⁰ M. Bobrzyński, *Dzieje Polski w zarysie* [Esquisse d'une histoire de la Pologne], 5^e éd., Warszawa 1974, p. 271.

concentrer les faits et les jugements. Souvent, les événements sont présentés sans liaison apparente, ce qui nuit à l'homogénéité du texte.

La discussion qui eut lieu au siège de la rédaction de « Nowe Drogi », montra l'insuffisante exposition de certaines questions telles que la formation et le développement de la conscience sociale chez les Polonais du XIX^e siècle. On a également accentué le défaut de n'avoir pas pris suffisamment en considération la situation internationale aussi bien au XIX^e qu'au XX^e siècle (Czesław Madajczyk). En particulier l'on a observé que la création d'une Pologne populaire avait été détachée du contexte d'un nouveau rapport de forces qui s'était établi dans l'Europe du Centre, du Sud et de l'Est après la Seconde Guerre mondiale (Janusz W. Gołębiowski). D'autres critiques ont souligné le peu de place accordée aux questions culturelles dans l'entre-deux-guerres. Des observations de détail ont été également formulées quant à la Seconde Guerre mondiale et à l'occupation, et l'on a consacré des articles particuliers au traitement de ces deux questions¹¹. Parfois ces articles ont éveillé à leur tour de vives polémiques¹². D'une façon générale on a insisté que l'ouvrage discuté « n'a pas prêté suffisamment d'attention à la participation de la nation polonaise dans la lutte avec l'occupant nazi » comme l'a formulé Waldemar Taszyński, en soulignant aussi « une description malhabile de certains événements historiques [et...] les jugements portés sur ces mêmes faits qui sont parfois peu profonds et quelquefois même erronés [...] »¹³.

La discussion dans l'hebdomadaire « Literatura » a critiqué la façon fragmentaire de présenter la question de la minorité ukrainienne, en passant sous silence la minorité biélorussienne alors que la minorité juive n'est que rarement mentionnée. C'est Jerzy Tomaszewski qui postulait une présentation complète du problème des minorités nationales dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, minorités qui atteignaient près du tiers de la totalité de ses habitants. Par contre, il a apprécié la façon dont les auteurs ont su rompre avec une image stéréotypée des colons allemands ou des artisans venus d'Allemagne pour s'établir en Pologne, qu'on présentait trop souvent comme l'avant-garde de l'impérialisme allemand ou — s'il s'agissait du Moyen Âge — comme une agression camouflée de la féodalité allemande.

Stanisław Kalabiński a remarqué que, pour ce qui est du XIX^e

¹¹ W. T u s z y ń s k i, *O ruchu oporu w dziejach Polski* [Sur la Résistance dans l'histoire de la Pologne], « Za Wolność i Lud », n° 18, du 1^{er} mai 1976.

¹² O. Terlecki, *Kilka uwag o dwu częściach « Dziejów Polski »* [Quelques observations sur les deux parties de l'« Histoire de Pologne »], « Życie Literackie », n° 19 du 9 mai 1976, ainsi que A. Czubiński, *Wyjaśnienia i sprostowania do « Dziejów Polski »* [Explications et rectifications pour l'« Histoire de Pologne »], avec la réponse d'O. Terlecki, *Kilka uwag do sprostowania* [Quelques remarques concernant une rectification], *ibidem*, n° 26 du 27 juin 1976.

¹³ W. T u s z y ń s k i, *op. cit.*

siècle, la présentation d'une solidarité nationale comme élément principal pour la création d'une conscience nationale n'adhère pas complètement à l'image historique, attendu que cette conscience nationale avait aussi un contenu social, lié avec des conflits sociaux, qui ne peuvent être dissociés des conditions socio-économiques créées par le capitalisme. Il a également critiqué la dissociation faite entre la lutte pour l'indépendance nationale et les luttes sociales, plus particulièrement lorsqu'il s'agissait de la classe ouvrière polonaise qui combattait pour la libération sociale autant que pour l'indépendance de leur patrie. Cette question devint fort complexe au moment où, en 1918, la Pologne redevint indépendante et où — comme l'a fait judicieusement remarquer Andrzej Werblan — « le fait même de la reconquête de l'indépendance nationale suffit, dans une large mesure, à contenter les aspirations d'ordre social ». Werblan invoqua même Lénine qui avait constaté qu'une persécution nationale déforme la conscience de classe du prolétariat et entraîne les problèmes nationaux à cacher l'importance des questions sociales. Ce n'est qu'à travers les expériences des luttes au cours du temps que les questions sociales reprennent la place qui leur est due dans la conscience des masses.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la partie consacrée à la Pologne de l'entre-deux-guerres a été vivement discutée. J. Tomaszewski, par exemple, l'a critiqué âprement en allant jusqu'à dire « qu'elle reste résolument en arrière du développement et des résultats obtenus actuellement par l'historiographie polonaise moderne ». Ce jugement se heurta à l'assertion d'Eugeniusz Duraczyński qui estime que cette partie a été écrite avec modération et en s'en tenant aux faits. L'auteur du présent article, tout en soulignant les lacunes et les erreurs, reconnaît que cette partie-là donne une image dynamique d'une rétrogradation politique des partisans du maréchal Piłsudski (qui avait pris le pouvoir en 1926). En effet, après la mort du maréchal, le camp de ses partisans semble se désintégrer vu le rapprochement des éléments de la droite des piłsudkistes et des extrémistes fascistes de la droite nationaliste.

Les critiques furent en général vives, parfois virulentes, mais le jugement final en ce qui concerne l'*Histoire de Pologne* dans son ensemble est, en fin de compte, positif. On a admis la thèse d'un traitement intégral du processus historique, bien que les détails de l'exécution de ce programme aient été souvent critiqués. En se déclarant d'accord avec Adam Kersten pour ce qui est des lacunes dans la présentation de l'histoire sociale, J. Topolski n'a pas manqué de souligner qu'une synthèse « démontre avec éclat toutes les lacunes, les insuffisances, le manque de développement dans les divers champs de l'historiographie ». H. Samsonowicz a abondé dans ce sens en constatant que l'*Histoire de Pologne* constitue une synthèse adéquate à l'état actuel des recherches bien qu'on y puisse trouver des chapitres « n'arrivant pas à ce niveau ». J. Tazbir a posé le problème d'une cohésion intérieure

re de l'ouvrage en exposant toutes les difficultés dans l'obtention d'une vue cohérente sur l'ensemble du processus historique. Quant aux historiens des temps contemporains, ils se sont félicités de voir qu'on avait observé leurs postulats à propos du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de présenter son histoire dans le cadre de l'histoire intégrale. Contrairement à ce qui avait eu lieu parfois auparavant, le mouvement ouvrier n'a pas été présenté comme isolé, mais précisément comme lié fortement à l'histoire de la nation. En même temps, l'histoire des partis ouvriers apparaît comme étroitement unie à celle de la classe ouvrière (J. Maciszewski). D'autres ont attiré l'attention sur les résultats obtenus par un groupe d'auteurs relativement restreint, mais lié par l'âge et le milieu. C'est pourquoi on pourrait considérer l'*Histoire de Pologne* comme une oeuvre de l'école historique de Poznań (M. Wojciechowski). On a souligné à plusieurs reprises que les auteurs ont été particulièrement attentifs à la problématique des territoires occidentaux de la Pologne alors que les oeuvres générales antérieures s'occupaient plutôt de l'est de la Pologne et de l'Europe. Ainsi une espèce d'équilibre a été rétablie. Cette opinion suggérée également par J. Topolski s'est cependant heurtée à l'avis de S. Kieniewicz, qui a souligné l'égarement dans l'histoire du XIX^e siècle d'une problématique pourtant bien définie, celle de la Silésie. Ceci nous laisse croire que les adeptes de l'« école historique de Poznań » se sont limités à décrire le passé de l'ancienne partie de la Pologne annexée par la Prusse au cours des partages et dont l'occupation avait été sanctionnée par le Congrès de Vienne en 1815, sans égard à ces territoires ethniquement polonais, qui s'étaient trouvés annexés par les Allemands beaucoup plus tôt.

L'intérêt éveillé par la parution de l'*Histoire de Pologne*, l'ampleur prise par les débats qu'elle a suscités, et les échos forts et nombreux qui se sont répercutés témoignent, une fois de plus, de l'attachement de la société polonaise au passé national. La preuve est aussi tangible que l'esprit critique et polémique reste vivant dans tous ces milieux qui s'occupent de cette science *ex professo*, et cela aussi bien en ce qui concerne les époques reculées que les périodes les plus récentes.

Post-scriptum. Les auteurs du livre, qui fut l'objet des controverses présentées ci-dessus ont, comme le fit autrefois M. Bobrzyński, accompli un grand travail en remaniant, parfois d'une façon essentielle, les parties qui furent l'objet des critiques. C'est surtout vrai pour les chapitres touchant à l'histoire de la seconde moitié du XIX^e et du XX^e siècles. L'édition nouvelle, revue et corrigée, est sortie les derniers jours de 1976. Cent mille exemplaires donnent l'idée de la demande que la maison d'édition croit, par cette édition, satisfaisante. Le tirage refondu donnera certainement l'occasion à des observations nouvelles de la part des historiens, suivant avec intérêt, cet ambitieux essai de synthèse.

(Traduit par Aleksander Wołowski)